



Arrêté préfectoral

**Portant mise en demeure à l'encontre de la société Picoty
pour son site exploité 6 à 22 rue de Béthencourt et rue Montcalm à La Rochelle**

**Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.171-11, L.511-1 L.514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Brice BLONDEL, Préfet de la Charente-Maritime ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2018 autorisant l'exploitation du bac 52 en essence et modifiant les prescriptions applicables à la société PICOTY relatives à l'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures sur la commune de La Rochelle ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 février 2024 modifiant les prescriptions applicables à la société Picoty (réaffectation d'un bac en éthanol) pour l'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures sur la commune de La Rochelle ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 8 décembre 2025 et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du 8 décembre 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement faisant suite à l'inspection sur site du 17 novembre 2025 constatant l'inobservation d'un certain nombre de prescriptions de l'arrêté préfectoral susmentionné ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 18 décembre 2025 ;

Considérant que lors de la visite en date du 17 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants et que ces constats constituent des « faits non conformes » aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2018 susvisé :

- article 4.3.8 : dépassements récurrents (en décembre 2024, avril, juillet et octobre 2025) des valeurs limites en concentration des rejets dans l'eau aux points de rejet n°2 « bâtiment administratif et PCC » sur les paramètres DCO, DBO5, benzène, toluène et somme des xylènes ; au point de rejet n°5 « fosse 3 » sur les paramètres benzène et somme des xylènes ; au point de rejet n°6 « bacs 91 et 92 » sur le paramètre MES ;

Considérant que l'inspection des installations classées avait déjà constaté le dépassement des valeurs limites de rejets dans l'eau sur plusieurs paramètres sur plusieurs points de rejet lors de l'inspection du 4 décembre 2024 avec une demande à l'exploitant restée sans réponse de détailler les actions mises en place et projetées afin de respecter les valeurs limites d'émission des eaux pluviales rejetées et de transmission d'un planning de réalisation ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PICOTY de respecter les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2018, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1 – Exploitant

La société PICOTY dont le siège social est situé rue André PICOTY à LA Souterraine (23300) est mise en demeure, pour son site situé au 6 au 22 rue de Béthencourt et rue Montcalm sur la commune de La Rochelle (170000) de respecter les dispositions du présent arrêté dans les délais fixés à l'article 2.

Article 2 – Application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement

L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2018 :

- article 4.3.8 : en respectant les valeurs limites de rejet des eaux aux points de rejet n°2 (bâtiment administratif et PCC), n°5 (fosse n°3) et n°6 (bacs 91 et 92) dans un délai de 9 mois.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter l'article sus-mentionné.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 5 – Publication

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société PICOTY.

Article 6 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de La Rochelle.

La Rochelle, le **24 DEC. 2025**

Le Préfet



Brice BLONDEL